

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

30 ans après yalta

la france face aux blocs

éditorial

**affaire
portal :**

**entretien
avec
jean
dutourd**

Allocution télévisée, dîner chez un chauffeur routier, voyage à Marseille et visite à Evry, ouverture enfin des Journées internationales de la femme, le Président de la République donne des signes d'activité fébrile, comme pour démentir des bruits fâcheux d'il y a quelques mois sur son manque d'assiduité au travail.

Il faut dire que M. Giscard d'Estaing rentre de Courchevel et que le repas de M. Bocuse et de ses confrères ne pouvait pas lui détruire le moral... Divertissement de riche, que les gestes de sollicitude à l'égard des plus défavorisés ne peuvent faire oublier. Tant mieux si ces derniers permettent d'atténuer des souffrances et de faire espérer la fin de quelques injustices. Mais quelle déception si tout n'était qu'un spectacle aussi brillant que vain.

On peut le craindre, à considérer le numéro télévisé désormais rituel du Président de la République. Sûr de lui, brillant, M. Giscard d'Estaing ne va pas au-delà de cette parfaite maîtrise technique. Inutile pour les trois-quarts, son discours trop bien articulé aboutit à quelques promesses qui ne changent rien au fond des choses — et pas même la détestable politique conjoncturelle

adoptée en juin dernier par le gouvernement.

On dira que, pour les plus défavorisés, rien n'est à rejeter. C'est vrai. Mais l'aide aux personnes âgées paraît dérisoire (20 F par jour) quand la demi-livre de beurre coûte déjà 3,85 dans un super-marché. Mais l'augmentation des allocations familiales ne compense pas la hausse du coût de la vie. Mais les subventions aux agriculteurs vont indistinctement aux plus riches et aux plus pauvres. Mais l'indemnisation du chômage partiel (évidemment nécessaire) ne change rien au fait du chômage.

Au total quelques mesures qui ont pour effet (ou pour objectif ?) de tout juste empêcher que la situation devienne intolérable. Mais en janvier l'inflation connaît un taux (1,1 %) qu'on ne devait théoriquement plus revoir. Mais il y a en France un million de chômeurs et rien ne dit que ce soit un maximum. Et M. Giscard d'Estaing tient pour une grande victoire le fait que nous ne connaissions pas pire. Comme s'il s'accommodait de la crise. Il est vrai qu'elle lui procure une remarquable tranquillité sur le plan social. Mais les Français paient cher le bonheur politique de leurs dirigeants.

Bertrand RENOUVIN

l'affaire portal :

une er

Il n'y a pas d'injustice anonyme. Celle qui a coûté la vie à Jean-Louis de Portal le 11 janvier dernier, celle qui a failli tenir enfermées deux femmes dans le service psychiatrique de l'hôpital de la Grave à Toulouse, a été mise à jour brutalement. Après une campagne de presse déterminante, Anna de Portal et sa fille Marie-Agnès ont été libérées sur ordre du ministère de la Justice. Constitution d'une commission d'enquête, publication d'un livre blanc : L'affaire rejoindra peu à peu le rang qu'il est de bon ton de donner à un « fait divers ». Et pourtant, la confusion et les équivoques relevées dans le cours du drame de la Fumade ont mis mal à l'aise plus d'un observateur.

L'AFFAIRE EN QUELQUES MOTS

À la mort du baron Louis William de Portal, le 11 mars 1931, son neveu Louis Portal marié à Elisa Gauthier, hérite du domaine de la Fumade. Moins de vingt ans plus tard, Elisa meurt. Sa seule héritière, Marie Gauthier, n'est pas mariée, mais va pourtant céder ses droits à l'un de ses beaux-fils, Escaramant, agent immobilier, en contrepartie d'une rente. Première irrégularité décisive puisque l'opération s'est faite en violation des conditions de l'acquisition du domaine par Léonce Portal, conditions assorties d'une clause d'usufruit et d'inaliénabilité pendant trente ans à compter du 24 juin 1925, date de la vente.

Léonce de Portal remarié, Escaramant arguant du contrat passé avec la sœur de la première femme du baron, intente un procès afin de faire reconnaître ses droits. C'est le début de la fin. Ici et là surgissent des noms qu'on retrouvera tout au long du drame. Maître Veau qui fut l'avoué d'Escaramant est aujourd'hui l'avocat des créanciers de la famille Portal. Pourquoi maître Veau n'est-il pas intervenu lors de la vente du domaine par adjudication, en juin 1972, qui fit l'affaire de M. Rivière pour 480 000 francs, alors qu'il savait les dettes des Portal s'élever à plus de 800 000 F ? D'autant plus que le domaine était estimé au triple. Pourquoi a-t-on ressorti quinze ans trop tard, en 1968, le testament alors en la possession de Maître de Bienassis, notaire, qui fut par ailleurs poursuivi pour abus de blanc-seing, testament de la première femme de Léonce Portal qui lui reconnaissait tous les droits d'héritage ? Comment a manœuvré le feu-notaire Maître Valette pour hypothéquer illégalement les terres du domaine, pour contracter tant d'emprunts et qui fut poursuivi et inculpé de faux en écritures ? Il est facile dès lors d'imaginer dans quel état se trouvait le domaine à l'époque de ces procès qui mobilisèrent la famille Portal. Ces propos des habitants de Saint-Nauphary rapportés par Luc Bernard dans *La Croix* (1) ne sont pas surprenants : « Je ne les plains pas, dit M. Margontau, cultivateur, parce qu'ils ne travaillaient pas leur terre. » Voilà la grave accusation que lance tout le village. « Mais, explique encore M. Brousse, le père était trop vieux et le fils trop jeune pour cultiver un si grand domaine. » L'une des causes de la déchéance progressive des de Portal est là : sans assez d'argent pour entretenir

150 hectares, sans bras suffisamment valides, ils se sont laissés gagner par l'inertie. Et les multiples procès qu'ils ont intenté, parfois à tort et à travers, n'ont rien arrangé. »

LES PORTAL, ET LES AUTRES...

Depuis la vente, les Portal sont barricadés dans « le manoir ». Hémiplegique, usé et rongé par une lutte de vingt ans, Léonce de Portal finira par mourir. Anna est toujours aussi arrogante, les gens du village lui reprochent son bagoût. Pour sûr, le curé de Saint-Nauphary trouve que cette ex-bonne fait un peu trop la fière, goûtant l'ivresse du bain procédurier, goûtant une particule dont par ailleurs son fils Jean-Louis disait n'en avoir rien à foutre. A un journaliste du *Nouvel Observateur*, il se présente un jour comme un paysan et non comme un « baron ». Quelques incidents marquèrent ces deux dernières années à la suite de la vente des terres à M. Rivière : des coups de feu qui faillirent toucher le nouveau propriétaire et blessèrent gravement un gendarme.

Pourtant le 10 janvier dernier, dans l'après-midi, Jean-Louis tire des coups de feu en direction des ouvriers agricoles, et blesse légèrement un conducteur de tracteur. M. Cochard, directeur de la gendarmerie, monte alors l'opération qui devait mettre fin à la résistance des Portal. Soixante-dix hommes armés de revolvers, mitraillettes, grenades offensives et protégés par des gilets pare-balles prennent position autour de la ferme. A 1 heure 15, sur ordre du procureur de la République, les gendarmes parachutistes donnent l'assaut. Au deuxième étage, Jean-Louis de Portal dans sa chambre, va recevoir trois balles dans l'abdomen. Il décédera le 12 janvier à 2 h 30.

Si la presse fait écho à la tragédie, l'affaire s'évanouit aussi vite qu'elle s'est conclue. Il n'y a à ce moment que Jean Dutourd pour s'inquiéter dans sa chronique de *France-Soir* d'une « ténébreuse affaire ». La télévision diffusera une déclaration de Marie-Agnès de Portal enregistrée à travers les volets qui la coupaient du jour dans la cellule qu'elle partage avec sa mère. Marie-Agnès évoque la mort de son frère, et les mesures prises pour étouffer le drame, quand un rapport d'experts psychiatres les déclare irresponsables. Quatre jours suffiront pour qu'intervienne une mesure d'apaisement. Le procureur apprendra la libération des deux femmes par la télévision.

L'affaire Portal par bien des côtés pêche par sa singularité. Une situation confuse explique des prises de position tardives. Elle est pourtant bien l'illustration, poussée jusqu'à la tragédie, du divorce de la justice et des justiciables. Pourquoi a-t-on laissé les de Portal s'engager inconsidérément dans des procédures complexes et coûteuses ? Il y a de cette façon des milliers d'affaires Portal, des tragédies quotidiennes. Mais pourquoi attendre la mort d'un garçon de vingt-deux ans pour s'en inquiéter ?

Philippe DELAROCHE

Profitant dans le cadre des 10 % d'une semaine de stage dans une organe de presse — la N.A.F. en l'occurrence —, cinq élèves d'un établissement du Mans ont, de la façon la plus concrète, participé à la composition de ce numéro. Répondant à la « commande » du conseil de rédaction, ces cinq garçons de dix-sept ans livrent donc à nos lecteurs les résultats d'une enquête sur le thème : « *L'affaire Portal* : qu'en savez-vous, qu'en pensez-vous ? » effectuée la semaine dernière dans les rues de Paris.

Question 1 : avez-vous suivi l'affaire Portal ?

- de bout en bout : 15 % ;
- épisodiquement : 20 % ;
- seulement ces derniers jours : 15 % ;
- Pas du tout : 50 %.

Question 2 : que pensez-vous des conditions dans lesquelles a été tué Jean-Louis Portal ?

- Il n'avait pas d'autre solution : 30 % ;
- Les moyens déployés étaient exagérés : 50 % ;
- Sans opinion : 20 %.

Question 3 : A qui profite à votre avis la justice ?

interp

Malgré une campagne de presse et de télévision tapageuse, 50 % des passants interrogés n'ont pas suivi l'affaire de la Fumade. Non pas qu'ils s'en désintéressent, mais parce que l'affaire a éclaté au grand jour précipitamment sans qu'elle manifeste assez d'intérêt pour qu'ils s'en informent aussitôt.

Sur les conditions de la mort de Jean-Louis de Portal, les avis sont plus partagés. Une personne sur deux juge les moyens déployés exagérés et considère qu'un assaut des forces de l'ordre ne pouvait que mal se terminer. D'autres, au contraire, approuvent l'opération, estimant que l'obstination des Portal bloquait l'évolution de l'affaire.

45 % des passants interrogés pensent que la justice profite à une personne, et jugent que l'affaire Portal comporte beaucoup d'ambiguïtés, que les événements qui ont suivi ont profité à des personnes qui avaient tout à gagner dans cette affaire, 31 % répondant que la justice profite à la justice en réglant la vie en société, et en sanctionnant tous ceux qui la détruisent. Les personnes qui ont répondu que la justice profitait soit aux riches (12 %), soit à personne (12 %) sont relativement peu nombreuses, fait surprenant au moment où la plupart des institutions jusque-là intouchables (justice, armée...) sont remises en cause.

Il apparaît netement que les deux tiers des

(1) *La Croix* du 25 février 1975.

quête

- A une personne : 45 % ;
- A personne : 12 % ;
- Aux riches : 12 % ;
- A la justice : 31 %.

Question 4 : voyez-vous des moyens d'éviter ces iniquités ?

- Recours à un médiateur ;
- Défense juridique ;
- Révision des textes ;
- Commission de contrôle ;
- Tout est à changer dans le fonctionnement de la justice.

Question 5 : approuvez-vous l'attitude des Portal défendant leur domaine ?

- Oui : 70 % ;
- Non : 30 %.

Question 6 : si cette situation était la votre — une menace ou un ordre d'expulsion, après spoliation — seriez-vous prêts de les imiter en vous défendant jusqu'au bout ?

- Oui : 50 % ;
- Non : 30 % ;
- Sans opinion : 20 %.

étation

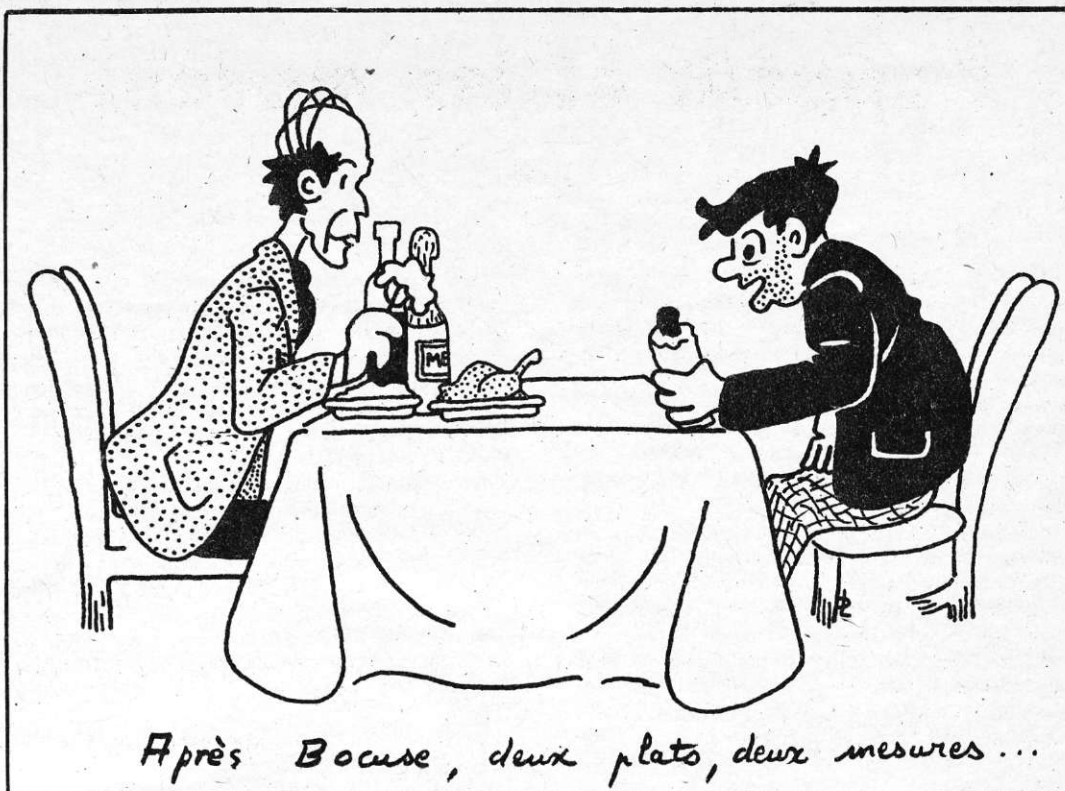
personnes interrogées approuvent l'attitude des Portal défendant leur domaine malgré les autorités qui les poussaient à le quitter.

Les raisons apportées à ce jugement sont diverses :

- Les Portal ont été victimes de gens corrompus qui les tenaient depuis vingt ans et qui essayaient d'accélérer leur chute pour récupérer le domaine. Les Portal ne pouvant réagir face à ces escrocs, ils ont bien fait de défendre leur domaine et leurs droits, ce qui alerta l'opinion publique et qui va peut-être permettre de découvrir enfin la vérité.
- Le tiers des personnes qui pensent que les Portal ont eu tort de défendre leur domaine jugent que les Portal auraient pu vendre le domaine ou l'hypothéquer et tenter un procès (encore un !) au notaire au début de l'affaire. Ils se sont laissés dépasser par les événements et n'ont pu réagir à temps : le résultat de leur entêtement aura été la mort de Jean-Louis de Portal.

50 % des personnes interrogées seraient prêtes à imiter les Portal dans la même situation.

Les résultats de cette dernière question ne doivent pas nous surprendre, alors que 30 % ne se sentent pas prêts à engager pareille épreuve de force. C'est à ce point qu'apparaît la rupture entre le combat et la résignation.



entretien avec jean dutourd

NAF. Il a fallu vingt ans de procès et la mort d'un garçon de vingt-deux ans pour que l'affaire de la Fumade éclate au grand jour. Au travers d'un embrouillamini de procédure, quel sens donnez-vous à cette affaire ?

JEAN DUTOURD : D'abord, j'ai cru que c'était une séquelle de la Révolution. L'affaire Portal me semblait baigner dans une espèce de complot paysan qui rappelait bizarrement les histoires de Biens nationaux de 1792. J'étais convaincu que si ces pauvres gens s'étaient appelés Latruelle ou Torchebœuf au lieu de « de Portal », il y aurait eu aussitôt une formidable mobilisation de l'opinion, des grèves, des banderoles, des inscriptions sur les murs et sur les routes, des comités de soutien. Mais comme ils avaient une particule, comme on les réputait barons, personne ne se souciait d'eux. Des aristos, pensez donc ! Cela n'intéresse ni la C.G.T., ni la C.F.D.T., ni les signataires de manifestes, ni le gouvernement.

Pourquoi ? Parce que les aristos, fussent-ils des gueux comme les Portal, qui sont bien plus pauvres que des manœuvres, n'appartiennent à aucune catégorie sociale organisée. Ce sont des individus. Or moi, j'ai un faible pour l'individu. Non que je me fiche des masses, mais je trouve qu'elles se défendent très bien toutes seules. Elles n'ont pas besoin de moi. Tandis que l'individu, en 1975, si personne n'est là pour se mettre entre lui et la société, cela ne rate jamais, il est écrabouillé.

NAF. C'est la mort de Jean-Louis qui vous a déterminé à mener cette bataille ?

JEAN DUTOURD : Lorsque Jean-Louis de Portal a été abattu comme un lapin par ces

admirables tireurs d'élite qui ratent si bien les bandits, mais qui sont véritablement fabuleux de précision quand il s'agit de tuer des honnêtes gens, lorsqu'on a enlevé Mme et Mlle de Portal pour les jeter en prison, oui, je l'avoue, j'ai été indigné. J'ai trouvé ce dénouement atroce. D'ailleurs tout s'est passé avec la précipitation et la confusion d'un crime. Est-ce qu'il n'y a pas quelque chose de louche, quelque chose de sordide dans l'enlèvement des deux femmes ? On les a attrappées comme deux bêtes. On les a jetées dans une voiture en peignoir, sans leur laisser le temps de s'habiller. Mlle de Portal était toute éclaboussée du sang de son frère. Franchement, est-ce que tout cela n'est pas crapuleux ? Et derrière ce guet-apens, il y a un préfet, un procureur, l'appareil répressif de la société.

NAF. Que pensez-vous d'une société qui permet de pareilles injustices ?

JEAN DUTOURD : Il n'y a pas de société juste. Cela n'existe pas. Cela n'a jamais existé et n'existera jamais. Dans toute société il y a des injustices. Il était révoltant d'écarter Damiens parce qu'il avait donné un coup de canif à Louis XV, mais cela ne condamne pas le régime monarchique. A-t-on flanqué par terre le régime soviétique parce qu'il avait organisé les procès de Moscou ? Le met-on en question à cause des millions de malheureux qui pourrissent dans le Goulag ? Je me refuse à généraliser à partir de l'affaire Portal. C'est une injustice, et même une injustice horrible. J'ai fait ce que j'ai pu pour la combattre. Mon objet n'est pas de démolir la société française, mais de l'améliorer. Je vous dirai comme les patronnes d'autrefois qui hésitaient à renvoyer leur domestique : on sait ce qu'on perd, on ne sait pas ce qu'on trouve.

U.R.S.S.

l'appétit et les moyens

FEVRIER 1945. Entre un Roosevelt mourant et un Churchill gestionnaire d'un empire déjà gravement malade, le monde découvrait en la personne de Staline le chef d'une nouvelle puissance, l'U.R.S.S., qui bientôt allait devenir le second super-grand. Partage du monde en deux, les accords de Yalta ont offert à l'Union soviétique l'occasion de se hisser sur un piédestal de maître de la moitié du monde. Allait-elle le rester ?

Tout semblait l'indiquer. La conjoncture était relativement favorable pour Moscou. Dès 1949, la Chine menée par Mao basculait dans le camp de Staline. Et les responsables américains, Foster Dulles en tête, criaient à la panique devant ce bloc d'apparence monolithique de plus d'un milliard d'hommes, qui s'étendait de Berlin à Pékin. L'explosion de la première bombe atomique soviétique, la révolte de Cuba et l'instauration d'un régime communiste sur l'île, les succès apparents rencontrés par les mouvements marxistes-léninistes du Tiers-monde, la décolonisation brutale, tout contribuait dans l'opinion publique occidentale à conforter l'URSS dans ce rôle de nouveau maître du monde. Image superficielle ? Peut-être, mais qui évoluait sur un terrain psychologique extrêmement favorable, fait de la peureuse crédulité des uns et du savant calcul des autres, de ceux dont les armées, les banquiers, les produits et la culture occupaient le monde « libre ». Quel fédérateur plus puissant pour cet Occident américanisé que la peur du communisme ! Cet excès dangereux en lui-même aboutit à méconnaître la nature réelle de l'impérialisme soviétique.

LES SPHÈRES D'INFLUENCE

Cet impérialisme sévit bien entendu dans la sphère d'influence que la conférence de Yalta avait concédée aux Soviétiques : impérialismes politique, économique, culturel sans craindre même l'intervention militaire. Les noms de Prague et de Budapest illustrent à cet égard, d'une manière assez singulière, la notion d'aide aux pays frères.

Mais la diplomatie soviétique n'entend pas limiter son activité à cette « chasse gardée ». Petit à petit, toutes les parties du globe ont été l'objet de sa sollicitude. Ainsi le **Moyen-Orient** où profitant de l'hostilité antiaméricaine, les Russes ont voulu se poser en défenseurs des peuples arabes. Mais après des débuts prometteurs, la tentative soviétique connut ses premiers échecs : la Lybie d'abord, l'Egypte ensuite, démontrent s'il en était besoin que l'aide soviétique n'était pas aussi désintéressée que le prétendaient ses auteurs. De plus, les Arabes habitués à traiter avec des occidentaux et des américains, furent vraisemblablement déçus tant par la qualité que par l'importance de l'aide soviétique. Reconnue comme la seconde puissance mondiale pour son volume économique, l'U.R.S.S. fait néanmoins la preuve que la puissance d'une économie, son aptitude à suivre une demande croissante et diversifiée, ne se mesurent plus seulement en tonnes d'acier produites annuellement. Or, la technologie de pointe, la capacité financière, l'extrême diversité des produits proposés ne se trouvent totalement qu'en Occident. L'U.R.S.S. ne peut suivre ; d'autant qu'aux puissances capitalistes traditionnelles vont se joindre de nouveaux pôles d'attraction : le Japon, mais aussi le Brésil et l'Iran. Autant de concurrents que les Russes,

moins bien « armés », ne pourront que difficilement inquiéter. Aussi peut-on constater un divorce croissant entre « l'appétit impérialiste » de l'U.R.S.S. et ses capacités réelles qui, sans être négligeables, vont subir pour un temps le contre-coup de l'inadaptation de l'organisation administrative, économique et industrielle aux nécessaires mutations.

Ce phénomène observé pour le Moyen-Orient vaut également pour d'autres régions, telle l'Asie. Le schisme sino-soviétique oblige l'URSS à chercher de nouvelles « alliances ». Ceci explique le soutien que Moscou apporte à l'Inde contre la Chine et le Pakistan, les pressions exercées sur le Japon pour qu'il ne signe pas de traité d'amitié avec la Chine, ou encore pour imposer son pacte de sécurité collective en Asie.

A l'égard du Tiers-monde dans son ensemble, l'attitude de l'Union soviétique n'est pas moins impérialiste. Si la Russie — patrie du socialisme — prétend soutenir les mouvements de libération et les Etats du tiers-monde, la Russie — puissance impérialiste — ne se prive pas de s'opposer à ces Etats dès lors que ses propres intérêts sont en jeu. Ainsi, les dirigeants du Kremlin s'opposent ouvertement à l'élargissement des eaux territoriales, ce qui aurait pour conséquence de protéger les Etats du Tiers-monde contre le pillage des zones de pêche baignant leur territoire, par les bateaux-usines étrangers dont beaucoup sont soviétiques. De même les Chinois ne se privent pas de dénoncer les pratiques commerciales de l'U.R.S.S., qui achète les matières premières à un prix inférieur aux cours mondiaux, tandis qu'elle impose ses propres produits au prix fort. La liste pourrait être indéfiniment prolongée par des faits démontrant sans équivoque que l'U.R.S.S. ne se distingue guère dans ses méthodes d'action, des Etats-Unis.

U.R.S.S. : DEUXIÈME « SUPER-GRAND »

Au plan militaire, il ne fait aucun doute que la capacité soviétique tend à égaler — voire à dépasser dans certaines branches — celle de Washington. Mais en cette fin de XX^e siècle, les oppositions d'intérêts ne se manifestent plus par référence au seul critère militaire. De plus en plus, on mesure la taille d'un pays en recourant à sa capacité d'innovation, à son avance technologique. Dans d'autres cas, on tiendra compte de sa capacité productrice. Et c'est là que le bât blesse. Il est intéressant de noter par exemple que dans ses échanges avec les pays développés, l'U.R.S.S. exporte principalement des matières premières dont elle est riche et importe des biens d'équipement, principalement à technologie avancée. Dès lors, on voit mieux apparaître la grande faiblesse des soviétiques par rapport aux américains, faiblesse qui a marqué le déroulement des négociations sur le « Trade bill » entre les deux pays, et qui ne restera pas sans influence sur le cours ultérieur de leurs relations.

La politique soviétique ne dispose pas cependant des mêmes moyens que son équivalent américain. C'est sur cette réalité qu'il convient de baser nos analyses de la politique mondiale, et non sur l'image figée héritée de la « guerre froide ».

Youri ALEXANDROV

trente ans après yalta
états-unis :

ur

● En février 1945, à Yalta, Soviétiques et alliés ont décidé le partage du monde en blocs et le partage du monde en zones d'influence nationales.

● En 1975, alors que cette entente se délite, les Etats-Unis ont décidé de renoncer à tout projet politique international.

Trente ans après, la conférence de Yalta ne devrait pas cesser d'être un objet de scandale. Si en 1919, le président Wilson pouvait croire avec quelque naïveté que ses « quatorze points » rendraient toute guerre désormais impossible, c'est avec un parfait réalisme et un cynisme total, que vingt-cinq ans plus tard Roosevelt s'entendait avec Staline pour se partager le monde. C'était la première fois depuis des siècles qu'on en revenait au système détestable des zones d'influence, les Etats n'étant traités que comme des butins de guerre sans aucune souveraineté.

Enfin, pour la première fois, la France était tenue à l'écart d'une conférence européenne. « En écartant la France, écrit Philippe de Saint-Robert, ce n'est pas un pays fini qu'on écarte, mais un pays qui ne veut pas finir et dont on sait qu'il ne consentirait pas à ce qu'on prépare ».

Très curieusement ce furent les Britanniques qui furent dès 1943 en la personne de Churchill et du général Smuts les instigateurs de ce qu'ils appelaient une trinité impériale. Toujours très réalistes et soucieux de ménager à leur pays une place de choix après la victoire, ils pensaient que la meilleure manière d'être acceptés dans un club très fermé qui ne manquerait pas de se constituer sitôt l'Allemagne défaite, était d'en réclamer eux-mêmes la naissance. L'avenir ne se passa pas comme ils le crurent et Churchill ne fut guère écouté ni ménagé par ses deux alliés.

Officiellement la conférence tenue en Crimée en février 1945 devait déterminer les plans militaires visant à la défaite de l'Allemagne et mettre sur pied une organisation de l'Europe libérée. En fait, elle fut le lieu d'une véritable ingérence dans les affaires de nations alliées qui se virent imposer des frontières et des régimes politiques au mépris de leur propre souveraineté que l'on prétendait ici-même restaurer. Sans doute se souvenait-on de Versailles et de la longueur des négociations due au nombre des protagonistes et à la diversité des intérêts à satisfaire. On ne voulut pas retomber dans ces errements. C'est la raison pour laquelle, on s'y prit tôt, avant même que la guerre fût finie. A trois, et en 10 jours, tout fut décidé.

LA FRANCE ET LES TROIS « GRANDS »

La coordination de l'administration et du contrôle de l'Allemagne vaincue serait réalisée par une commission centrale de contrôle composée des commandants en chef des trois puissances dont les quartiers généraux seront à Berlin. Au début des négociations, il ne fut pas question d'une zone d'occupation pour la France,

protectorat menaçant

et Américains inaugureront la politique
es d'influence, au mépris des souverai-

cite existe toujours, la France doit-elle
ant ?

mais peu à peu Churchill réussit, non sans mal, à convaincre ses partenaires. Il est vrai que Churchill était lui-même hésitant entre le désir de ne pas rester seul face à l'Allemagne, une fois la paix conclue (car Roosevelt avait déclaré que l'occupation américaine ne saurait durer plus de deux ans), et la crainte de rendre à la France un rôle international.

Le compte rendu qu'Eward Stettinius, ministre des affaires étrangères de Roosevelt, fit de la conférence, retrace assez fidèlement les dispositions des trois grands à notre égard. Selon Staline, la France ne saurait prétendre à quelque rôle international car elle n'avait alors que huit divisions dans la guerre, la Yougoslavie en ayant douze et le gouvernement polonais de Lublin treize. Entre deux gorgées de vodka, Roosevelt goguenard demandait à son ami Staline « comment il avait trouvé ce de Gaulle qui se prend pour Jeanne d'Arc ». « Très compliqué et manquant de réalisme », répondit Staline.

Ce qu'il fallait pour Churchill, c'était apaiser d'éventuelles exigences françaises et surtout s'assurer par une participation de notre pays au contrôle triparti une garde sur le flanc ouest de l'Allemagne. « Je crois que si l'on donne aux français ce petit biscuit (une zone d'occupation en Allemagne) on les calmera pour un moment, car je pense fermement qu'ils ne doivent pas être à cette table ». Churchill s'empresse d'ajouter que la participation française au contrôle de l'Allemagne ne conférerait pas à la France le droit de siéger parmi les trois grands.

« Nous sommes un groupe exclusif, aimait-il à dire, dont le droit d'entrée s'élève au moins à trois millions de soldats ».

UN MONDIALISME MORALISATEUR

Mais c'est à propos de la déclaration sur l'Europe libérée et de la question de Pologne que l'inconscience de Roosevelt atteint son plus haut point. Sous couvert « du droit de tous les peuples à choisir la forme de gouvernement sous lequel ils devront vivre, et la restauration des droits souverains et de l'autonomie chez les peuples que des pays agresseurs en ont privés par la force » la plus grande partie de l'Europe centrale et l'Europe orientale furent livrées à Staline.

Il est vrai que ces questions européennes, de l'avis même des deux intéressés, ne les passionnèrent guère. « Personnellement, disait Churchill, je ne m'intéresse pas beaucoup aux Polonais ».

Les conséquences du machiavélisme de Yalta sont incalculables, et, derrière les traités officiels il y a la raison secrète de cette conférence qui ne figuré pas dans les textes : Pour

les américains, abandonner le plus possible aux Russes en Europe et se voir reconnaître en contrepartie une primauté indiscutée dans le reste du monde.

Yalta est à l'origine de toute la stratégie mondiale américaine qu'elle soit politique, militaire, économique, culturelle.

Sur le plan militaire ce fut la création de l'OTAN en 1949 et le Plan Marshall qui furent avant tout l'occasion de la mise en place d'un vaste marché pour l'Amérique. Puis ce fut la guerre froide où fut agitée la menace de l'un des super-grands sur l'autre et qui permit en fait à chaque camp de renforcer son contrôle sur ses vassaux.

Sur le plan politique c'est l'intervention américaine dans les affaires d'autrui (Viet-Nam, Saint Domingue) soit directement, soit par C.I.A. ou par régime militaire interposés comme au Chili.

Sur le plan économique c'est la diplomatie du dollar, l'établissement de multinationales quand ce n'est pas la mise en coupe réglée de continents entiers, comme en Amérique du Sud. Dans son message de l'Etat de l'Union, le 3 février 1953, Eisenhower ne déclarait-il pas que la fourniture par le reste du monde de quantités plus grandes de matières premières était la juste rétribution de la protection des Etats-Unis sur le monde libre.

Yalta et la victoire de 1945, ont donné l'occasion aux Etats-Unis de réaliser à une échelle planétaire, ce délire de la puissance, de l'ingérence et de l'ubiquité, préfiguré par la doctrine de Monroe, confirmé par le Président Mac Kinley, déclarant à la fin du siècle dernier : « les Philippines de même que Cuba et Porto-Rico nous ont été confiés par la Providence », n'hésitant pas à couvrir les visées les plus sordides de considérations morales.

Enfin un Yalta culturel vient couronner le tout. C'est l'exportation par les Etats-Unis de leurs mœurs, modes et coutumes, la présence omniprésente et niveleuse de leurs techniques commerciales et publicitaires, l'infiltration de leur langue devenue le principal véhicule de communication dans le monde.

Et l'ordre de Yalta n'est pas prêt de disparaître. Aux Etats-Unis, il n'est contesté à peu près pas personne dans le personnel politique. Républicains et démocrates y sont attachés comme à un bienfait et à une évidence. Le dialogue exclusif avec les Soviétiques pour les grandes affaires mondiales, ainsi que le protectorat américain sur des continents ne font l'objet de réserve que quant aux modalités de l'exercice de cette direction, jamais quant à son bien-fondé.

INTERVENTIONS TOUS AZIMUTS

Aussi les méfaits de cet « équilibre » dépassent largement la frontière du politique et visent à la mise au pas des individus. Pour que cet « ordre mondial » soit durable, il faut qu'il soit appuyé sur un ordre économique, social, culturel qui perpétue l'exploitation et l'abrutissement de l'homme. La stérilisation des consciences et la robotisation qui s'en suivra, sont la conséquence logique, le but voulu par le protectorat planétaire, l'abandon des souverainetés nationa-

les s'accompagnant du mépris de la souveraineté individuelle.

Il ne faut pas s'y tromper : « Le 2^e avatar de Yalta sera — est déjà — économique. L'alliance atlantique peut être désormais regardée comme servant à protéger les intérêts privés de l'Amérique en Europe. Ce sont les grandes firmes multinationales, pétrolières, qui donnent à la politique dessinée par Roosevelt son véritable sens. Conséquence logique d'un système, d'un pays où la frontière entre intérêts privés et nationaux est impossible à tracer, où ce sont des groupes de pression qui imposent leurs décisions à leur propre gouvernement. Si les américains songent à un certain désengagement militaire en Europe, ne semblent pas trop s'inquiéter — pour le moment du moins — d'un éventuel départ de la Grèce et du Portugal hors de l'OTAN, ils savent que leur puissance commerciale est inentamée.

Plus nous irons, plus le système des blocs se renforcera, non pas dans le sens d'un antagonisme est-ouest — qui n'a peut-être été jamais vraiment sincère — mais par l'affermissement de chacun des super-grands — et particulièrement des Etats-Unis — sur sa zone d'influence. De plus en plus, on s'aperçoit de ceci : c'est à l'intérieur de leur propre sphère d'influence que les super-grands font courir un danger, et non pas l'un sur l'autre. De plus en plus la souveraineté et l'autonomie financières et économiques des Etats seront ignorées et bafouées et les conflits d'affaires remplaceront généralement les chocs militaires, ce qui n'empêchera pas — comme on le voit au Proche-Orient — que des guerres soient fomentées principalement pour un but de mainmise économique.

Mais quelle plus belle illustration d'un Yalta qui se voudrait perpétuel, que la politique de M. Kissinger au Moyen-Orient. Les propos du secrétaire d'Etat sont bien dans la lignée de ceux de Foster Dulles pendant la guerre de Corée. Il ne saurait y avoir de faille dans le front uni d'occident sous commandement américain : « Ou les Etats-Unis dirigent, ou personne ne dirige ; ou nous réussissons, ou le monde devra payer notre échec », disait-il il y a quelques jours, à propos des négociations avec l'O.P.E.P. Découlant du même esprit, et inspirée par la même crainte de quelque initiative étrangère à leur direction, se situe leur hostilité à toute négociation multilatérale avec les pays exportateurs.

Yalta existe bel et bien en 1975 avec sa caricature de morale, hypocrite et totalitaire et comme l'écrit Marc Ferro, dans le **Monde diplomatique de février**, avec à l'horizon la perspective, d'un « Yalta vertical ».

Dans la marge d'action qui lui est propre et qui n'est pas négligeable, la France doit renouer avec la politique gaullienne et capétienne du refus des empires, qui est la seule politique de dignité possible pour notre pays, celle qu'attendent de lui la multitude des petites nations exploitées. C'est le non d'Antigone qu'évoque si bien Malraux, négation historique de la tentation, de l'abdication, de la mort.

Pierre AYMÉ-MARTIN

à propos de la chine

Le premier livre(1) est un exposé très clair et bien présenté de la vie et de la pensée de Mao, complété d'un choix judicieux de textes et de documents (un tiers du volume) est un utile ouvrage d'initiation. J'ai surtout apprécié, dans la deuxième partie, les chapitres consacrés à la pensée de Mao et à la guerre des paysans. Le caractère hagiographique de la première partie consacrée à la vie du grand timonier la rend moins convaincante, ce qui est aussi le cas des arguments de l'auteur lorsque dans la préface il veut nous prouver la valeur universelle de la doctrine de Mao. Le sens de l'humour n'étant pas la qualité première d'Alain Bouc, marxiste convaincu et admirateur inconditionnel du Président Mao, il va sans dire que ce livre ne se lit pas comme un roman policier, quant à la naïveté de son apologie, elle gêne même son employeur, le journal Le Monde, pourtant peu suspect de dévotionnisme de droite qui montre une certaine réticence dans la fiche bibliographique qu'il lui consacre.

A l'opposé, tant par son humour que par son esprit, se situe le livre de Simon Leys (2).

C'est une caricature un peu outrancière dans la même veine que « les Habits neufs du Président Mao », mais qui incite à la réflexion. L'auteur attaque avec verve la littérature consacrée par les occidentaux à la Chine nouvelle soulignant qu'ils n'en connaissent qu'une toute petite partie, celle qu'on veut bien leur montrer. On présentera à un fermier texan tous les grands savants qu'il voudra rencontrer, mais à un spécialiste — surtout s'il parle la langue et prétend se passer de guide — les portes demeureront fermées. Dans sa démythification de la Chine communiste et de son image de marque, l'auteur insiste sur les destructions irréparables des monuments et des vestiges du passé et surtout sur la suppression de la culture et des intellectuels.

Ce document de lecture facile est à méditer même si l'on soupçonne l'auteur d'avoir un peu trop poussé au noir. La littérature de

propagande sur la Chine est assez abondante pour qu'il soit facile de trouver l'antidote.

L'antidote est d'ailleurs fourni par le livre de Wilfred Burchett et Rewy Alley (3). La position idéologique de ces deux auteurs et leurs amitiés chinoises, leur permettent d'échapper à la critique principale formulée par Simon Leys contre les hagiographes occidentaux, car il n'est pas douteux que leur expérience de la Chine dépasse le cadre touristique. Leur témoignage, même s'il supprime toutes les ombres du tableau, vaut quand il s'agit de l'évocation du passé, vaut par son honnêteté la peine d'être pris en considération.

Yann KERLANNE

(1) « Mao Tsé Toung ou la révolution approfondie ». Alain Bouc. Combats, Seuil.

(2) « Ombres Chinoises ». Simon Leys 10/18.

(3) « La Chine, une autre qualité de vie ». Wilfred Burchett, Rewy Alley. Cahiers libres, 3^e trim. 74. Maspero.

naf telex - naf telex - naf telex -

CHOMAGE : AU-DELA DES CHIFFRES

« Quand on parle de chômage, il faut avoir à l'esprit... trois chiffres ». Déclaration qui sent son inspecteur des Finances. Enarque habile au maniement des « agrégats » économiques, profondément étranger aux problèmes du chômage qui pour tous les travailleurs — de l'O.S. au cadre —, représente plus que la perte d'un revenu, un traumatisme profond, une angoisse quotidienne, un état insupportable.

Malgré les incantations élyséennes sur les taux de croissance toujours plus satisfaisants que dans les pays voisins et sur les taux d'inflation toujours ou quasiment plus faibles que ceux de nos partenaires, l'activité économique se ralentit c'est-à-dire que le chômage s'accroît. Une seule donnée qui se passe de commentaires : depuis août 1974 (six mois) les demandes d'emploi non satisfaites se sont accrues de moitié.

Les petites annonces fébrilement épluchées le matin, les queues interminables aux bureaux d'embauche, les formalités adminis-

tratives innombrables, tel est le lot quotidien du chômeur. Déraciné parmi les déracinés, victime de mécanismes aveugles, de gestions défaillantes, de politiques irresponsables, il témoigne de l'échec d'un système.

IMPERIALISME ECONOMIQUE

Dollar et pétrole. La chute de l'un fait vaciller l'empire de l'autre. Deux impérialismes s'affrontent, pour le plus grand profit des Etats-Unis.

La chute du dollar signifie la diminution, en valeur, des importations pétrolières, c'est-à-dire un appréciable ballon d'oxygène pour les économies occidentales. A cela s'ajoutent de sérieux indices d'une baisse des prix du pétrole brut. La sous-consommation, les stocks supplémentaires ont surpris les pays exportateurs de pétrole : La Lybie offre le pétrole meilleur marché et l'émirat d'Abou Dhabi est menacé par les compagnies pétrolières qui peuvent se permettre aujourd'hui de bloquer leurs enlèvements.

En refusant de soutenir le cours de leur monnaie, en encourageant les sorties de capitaux par une politique de taux d'intérêts très bas, les Etats-Unis manifestent une volonté délibérée d'impérialisme économique.

Conséquences : l'Algérie préconise l'abandon du dollar comme monnaie de compte et monnaie de paiement, mesure qui permettrait aux pays producteurs de pétrole d'échapper progressivement aux fluctuations de leur pouvoir d'achat actuellement exprimé en dollars. En France, M. Fourcade semble abonder dans le sens du Parti Communiste et envisage une baisse des prix du fuel et de l'essence.

Deux mesures sembleraient s'imposer : relever la fiscalité pour les compagnies pétrolières, après avoir baissé les prix. Une telle mesure permettrait d'éponger les super-bénéfices enregistrés par les compagnies pétrolières du fait de la chute du dollar. Le relèvement de la fiscalité serait destiné à financer la recherche d'énergies nouvelles.

communiqué 25 février

M. Giscard d'Estaing a gardé de ses passages au ministère des Finances l'habitude de raisonner comme les comptables nationaux : pour lui les Français ne sont pas des personnes mais de simples agrégats économiques. Pour lui le chômage signifie d'abord des chiffres et non un traumatisme profond et des sacrifices quotidiens pour les travailleurs. Plus qu'une aumône, les personnes âgées demandent d'être intégrées dans la cité. Plus que le relèvement des allocations familiales, les familles aspirent à changer leur cadre de vie. Plus qu'un pour-boire, les agriculteurs demandent la réorganisation des marchés agricoles et la remise en cause des règlements européens.

L'allocation de M. Giscard d'Estaing montre une fois de plus qu'un fossé infranchissable sépare le techno-profitariat et la justice sociale.

Il y a trente ans Yalta...

LA FRANCE FACE AUX BLOCS

réunion le

MERCREDI 19 MARS A 20 H 45

44, rue de Rennes
(Métro Saint-Germain-des-Prés)

avec la participation :

- Général Becam (Parti Socialiste)
- O. Germain-Thomas (L'Appel)
- B. Renouvin (N.A.F.)
- J.-P. Fasseau (U.J.P.)

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone: 742-21-93

Abonnement trois mois : 20 F

Abonnement six mois : 40 F

Abonnement un an : 70 F

Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31

Directeur de la publication

Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress

72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)

la naf en mouvement – la naf en mouvement

adhérents

Nous procédons actuellement au renouvellement des cartes pour 1975.

Tous nos adhérents de province ont dû recevoir maintenant leur nouvelle carte. Les adhérents de Paris et de la région parisienne la recevront d'ici une dizaine de jours. Les nouvelles cartes sont établies pour les personnes remplissant les deux conditions suivantes :

— avoir signé le bulletin d'adhésion nouveau modèle (qui comporte la déclaration fondamentale) ;

— être à jour de cotisation pour le mois de décembre.

Les adhérents qui ne remplissent pas ces deux conditions sont invités à régulariser leur situation au plus vite pour nous éviter des échanges de correspondances coûteux et inutiles.

montpellier (15-16 mars)

Session régionale d'études des zones d'action Sud-Est et Languedoc.

Thème : « La monarchie »

avec Philippe Vimeux et Yves Carré. S'inscrire dans les meilleurs délais en écrivant à N.A.F., 4, square des Postes, 38000 Grenoble.

Les inscrits recevront une circulaire leur donnant tous les détails. Logement assuré sur place.

Le samedi 15 mars à 21 heures, aura lieu une réunion des responsables d'unités et des correspondants des deux zones d'action, avec Georges Bernard, directeur de la propagande.

Ordre du jour :

- Questions et problèmes de la propagande.
- A quoi servent les zones d'action ?
- Organisation des deux zones.

Ces deux journées doivent marquer, sinon un nouveau départ, du moins un renforcement de la N.A.F. dans les régions concernées. C'est dire l'importance de la présence à Montpellier d'un maximum de militants et sympathisants.

la naf sur les ondes

● Samedi 8 mars A 2 (télévision 2^e chaîne), Bertrand Renouvin passera vers 17 h 30 au cours de l'émission de Michel Lancelot.

● Lundi 10 mars à 19 h 30 sur Sud-Radio (367 m ondes courtes), interview de Bertrand Renouvin dans l'émission « les Dossiers ».

● Mardi 18 mars sur FR 3 (télévision 3^e chaîne à 19 h 40 « Tribune libre de la Nouvelle Action Française » (date sous réserve).

les harkis

La réunion de la Mutualité organisée le 2 mars par la Confédération des Français Musulmans Rapatriés et leurs amis (C.F.M.-R.A.A.) a été un plein succès. Une assistance de plus d'un millier de personnes était venue apporter son soutien à la Confédération dans son combat pour faire reconnaître les droits matériels et moraux de nos compatriotes musulmans. De nombreux orateurs exposèrent en français ou en arabe, devant une salle enthousiaste et chaleureuse, les solutions préconisées pour résoudre les problèmes que les pouvoirs publics laissent traîner depuis 13 ans.

Souhaitons qu'ils soient entendus rapidement avant qu'ils ne soient tentés par des actions désespérées. Quand la C.F.M.-R.A.A. qui avait déjà montré son dynamisme lors de la grève de la faim de la Madeleine, elle a fait la preuve, par cette réunion réussie, de sa volonté et de sa capacité à rassembler tous les anciens harkis et leurs amis.

PARIS-15^e - VANVES - ISSY

Dîner-débat le vendredi 7 mars à 19 h 30 sous la présidence de Jacques Beaume, avec la participation de Bertrand Fessard de Foucault et de Bertrand Renouvin. Thème du débat « Le giscardisme contre l'indépendance nationale » au Sofitel-Sèvres, 2, rue Grognon, 75015 Paris (métro Balard - proche du périphérique). Inscriptions auprès de M. Pierre Arvis (531-90-20), 199, rue de Lourmel, 75010 Paris. Prix du couvert 50 F, étudiants et lycéens : 30 F.

AIX-EN-PROVENCE

Vendredi 14 mars, Bertrand Renouvin sera à Aix-en-Provence,

— de 17 heures à 19 heures, il signera son dernier livre « Le Désordre Etabli » à la librairie Goulard, Maison de la Presse, 37, Cours Mirabeau ;

— à 20 h 15, il animera un dîner-débat au restaurant « La Taverne », 51, Cours Mirabeau sur le thème « Monarchie et autogestion ».

les mercredis de la naf

Chaque semaine la N.A.F. organise une conférence suivie de débat. Les réunions ont lieu à 21 heures, 12, rue du Renard, 75004 Paris (salle du 2^e étage) (métro Hôtel-de-Ville).

● Mercredi 5 mars : « La Nation : fille de la guerre ? Communauté historique ? Ou gigantesque Projet ? » par Gérard Leclerc.

● Mercredi 12 mars : Notre invité de trimestre, Bertrand Fessard de Foucault.

A la fois lieu de rencontre, de formation et de discussion, les mercredis de la N.A.F. sont un moment privilégié auquel sont spécialement conviés tous les sympathisants et simples curieux désireux de mieux connaître la N.A.F.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (20 F), 6 mois (40 F), un an (70 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 642-31 Paris

à retourner à la naf - 17, rue des petits-champs - paris 1^{er}

« au plaisir de dieu »

L'équivoque réactionnaire

● L'équivoque du traditionalisme réside dans l'association d'un ordre social frappé de désuétude à des valeurs transcendantes au temps.

Jean d'Ormesson, l'actuel directeur du *Figaro*, est l'héritier d'une prestigieuse famille dont l'histoire se confond avec celle de la France, voire même de toute l'Europe. On lui doit un très beau livre, dont le charme tient à la tendresse du souvenir (1). Un peu comme l'admirable « pain noir » de Georges-Emmanuel Clancier, bien qu'« *Au plaisir de Dieu* » nous fasse rentrer dans un autre univers social, celui de la noblesse. Comment une vieille famille, surgie du fond des âges par l'honneur des armes, au service de Dieu et du roi, affronta le monde infernal surgi de la révolution, de la victoire de l'Argent et de l'effondrement d'un ordre social immémorial, Jean d'Ormesson nous le dit en faisant la chronique d'un siècle d'histoire familiale.

Au centre de cette chronique, deux personnages inoubliables se dressent solides comme des chênes. (Mais Malraux par deux vers de Hugo nous a rappelé que ces chênes-là aussi on les abat.) Ce sont le grand-père qui vivra quasi-centenaire, mourra déraciné, arraché au terroir d'où il avait suivi les péripéties du siècle comme si celui-ci était un étranger sans foi ni mœurs et... Plessis-lez-Vaudreuil, la forteresse familiale bâtie pour affronter toutes les tempêtes mais qui ne put résister à la dernière. Certes, Plessis-lez-Vaudreuil dresse encore sa majestueuse silhouette au milieu des anciens domaines familiaux, mais c'en est fini de son histoire comme il en va de tous les châteaux-musées. Sa vie est désormais anhistorique, ses murs ne résonnent plus des palpitations de l'essaim familial. Un matin le grand-père l'a quitté en pleurant, prenant congé des siècles, happé par le présent qu'il avait toujours détesté.

Pourtant, depuis longtemps déjà, le présent, le monde nouveau avait rongé la famille. Le patriarche l'ignorait-il, ou faisait-il mine de l'ignorer ? Il avait dû consentir à une mésalliance : une petite fille de régicide, sans blason mais avec beaucoup d'or, était entrée dans la famille. Ce n'avait pas été inutile pour l'entretien du château en péril. Mais cette tante Gabrielle qui sut finalement se faire admettre par sa grâce, n'avait-elle pas introduit un germe pernicieux dans la lignée et ses épousailles n'étaient-elles pas celles de la famille et de l'esprit du temps ? L'été à Plessis-lez-Vaudreuil la belle étrangère rentre avec naturel dans le cérémonial du grand-père, mais le reste de l'année, à Paris, son hôtel de la rue de Varennes reçoit tout ce que Paris compte de célébrités, de vrais artistes ou de faux, « d'avant-gardistes », de mondains ou demi-mondains. Au milieu de tout cela un jeune écrivain : « C'est là que furent données les fêtes qui devaient inspirer à Marcel Proust, fasciné par ma tante qui ne le regardait pas, non seulement la soirée chez la princesse de Guermantes dans Sodome et Gomorrhe, mais encore le raout où le baron de Charlus avait « dessaisi » la Patronne, alias M^{me} Verdurin, future duchesse de Duras, future princesse de Guermantes, et invité

en son nom et place, pour applaudir Charlie Maurel, toute une foule d'amis où brillaient notamment, et parmi beaucoup d'autres, la reine de Naples, le frère du roi de Bavière, M^{me} de Mortemart et les trois plus anciens pairs de France... Aussi se manifestait avec éclat le mélange de notre sang avec celui des Remy-Michault. »

C'était bien l'esprit du temps qui était entré avec la tante Gabrielle et qui en quelques années viendrait à bout de tous, avec ses mœurs, ses idéologies (fascisme ou communisme) et finalement avec sa logique productiviste et financière. Plessis-lez-Vaudreuil mis en société puis vendu. Le grand-père serait mort à temps pour ne pas voir son arrière-petit-fils brandir le drapeau noir sur les barricades de 68. Ce dernier malheur lui aura été épargné ainsi que cet autre qui lui aurait été insupportable : la mutation de l'Eglise. L'Eglise dans la tourmente, c'était le rocher inaltérable, la parfaite immutabilité, l'éternité c'est-à-dire l'absolue fixité des sphères célestes, le dieu premier moteur immobile d'Aristote. Dernier rocher de l'ordre cosmique ébranlé, l'Eglise mutante eut signifié pour le grand-père le cataclysme universel, la fin des temps inaugurée par la révolution satanique.

QUELLE TRADITION ?

Cet univers « traditionaliste », certains d'entre nous le connaissent, souvent le vénèrent. Ils savent d'expérience intime quelles merveilles de sensibilité, de générosité et de fidélité il recèle. D'autres, et je suis de ceux là, on appris également à le respecter. Pourtant, nous sommes unanimes à le remettre globalement en question pour une raison qui nous paraît cruciale. Cette raison, Jean d'Ormesson l'illustre admirablement : c'est un peu à la Chateaubriand qu'il fait revivre son passé, avec l'intime conviction que ce passé est englouti et qu'il est plus beau, cent fois plus beau à l'état de cadavre et de moribond. Je ne voudrais pas que l'admirable écrivain le prenne en mauvaise part. Mais n'a-t-il pas le sentiment d'être lui aussi de la race des naufrageurs romantiques que Maurras a fustigée en dérobant au grand naufrageur son verbe enchanteur ?

Je serai brutal : il est parfaitement possible que c'en soit définitivement fini de l'aristocratie féodale, des châteaux, des chasses à courre, etc. Après tout nous sommes des millions de Français parfaitement étrangers à cet univers, sa liquidation n'est pas notre affaire. Mais ce qui est notre affaire, ce que nous n'admettrons pas c'est qu'on associe à l'effondrement des restes d'une société solidaire d'une civilisation depuis longtemps disparue ce qui est supérieur aux variations de l'histoire, aux nécessaires évolutions économiques, aux périodiques brassages sociaux, aux révolutions qui sont de l'ordre de la vie. Il n'est pas tolérable d'associer aux derniers hochets d'une gloire ancienne et l'honneur du roi et a fortiori l'honneur de Dieu.

Nous retrouvons ici l'équivoque du traditionalisme : la défense d'un ordre social frappé de désuétude est étroitement associée à des valeurs transcendantes au temps. Du coup, celles-ci perdent toutes leurs forces. J'irai même plus

loin. A force d'associer leur propre ruine à celle des valeurs dont ce fut l'honneur de leurs familles d'être les héritiers, certains héritiers se donnent bonne conscience pour renier ces valeurs. C'en est fini des temps héroïques ? Alors jetons-nous sans complexe dans la société capitaliste et toutes ses turpitudes, ses spéculations, ses magouilles. Ainsi voyons-nous les milieux traditionalistes balancer entre l'aplatissement complet face aux nouvelles valeurs reçues et le regret des lampes à l'huile. Comme dit petit Larousse rose recopiant Horace : *Laudator temporis acti*.

ACTIF ET RÉACTIF

Quittons pourtant la polémique, car il apparaît souvent que dans l'esprit de beaucoup de traditionalistes il y a, en toute bonne foi, confusion des choses, de l'absolu et du relatif. Ce qui s'explique souvent par une monumentale ignorance. Et puis il n'y a pas que les anciens féodaux à mélanger les plans. Le traditionalisme déborde largement l'aristocratie, il touche aussi d'autres couches sociales affolées par le changement.

A lire Jean d'Ormesson, quelque chose m'a étonné. Le patriarche de Plessis-lez-Vaudreuil est décrit comme un fidèle lecteur de l'*Action Française*, de Maurras et de Bainville. C'est parfaitement plausible. Ce qui l'est moins, c'est l'impression donnée par l'écrivain qu'il y avait une totale cohérence entre les idées du hobe-reau légitimiste, marqué par tout ce que le XIX^e siècle a pu charrier de romantisme, de mauvaise théologie sur le droit divin et celles du disciple d'Auguste Comte ou celles du bourgeois voltairien. Était-ce bien la même monarchie ? Car enfin celle de Maurras n'avait rien de féodal. Y eût-il entre les néo et les archéos royalistes un monumental malentendu... qui durerait encore ?

On répondra : les maîtres de l'A.F. étaient des réactionnaires tout comme les légitimistes. Mais, qu'est-ce que la réaction ? Est-ce regretter, répéter que ce qui fut hier est plus beau que demain ? Je ne pense pas. Si la réaction a un sens acceptable, qui n'a rien à voir avec ce que l'on entend habituellement par là (l'attitude du patron de combat par exemple) je pense que Nietzsche peut nous mettre sur la voie. La lutte pour la vie impose une constante vigilance contre les germes de dissociation, de désintégration. Et ce sens, réagir est bien nécessité organique. Mais cette nécessité est elle-même subordonnée au dynamisme de la vie, à la puissance active. Sans elle, la réaction n'est plus. Nietzsche dans son langage dirait que le réactif est subordonné à l'actif qui est affirmation créatrice.

La grande faiblesse d'une certaine pensée réactionnaire (de toute pensée réactionnaire ?) est de ne pas faire retour à la création, qui n'est pas répétition mécanique du même, mais affirmation du même à travers de continuelles métamorphoses. Notre monarchie n'est pas répétitive, elle n'est pas féodale, mais affirmative créatrice, elle créera la civilisation nouvelle.

Gérard LECLERC

(1) *Au plaisir de Dieu*, nrf. Gallimard.